

# **ACCORD NO. 15/22 POUR APPROUVER L'ORGANISATION DE REUNIONS EN DEHORS DE PORT D'ESPAGNE PENDANT LA PÉRIODE 2022-2023**

**ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)**

**XXV<sup>E</sup> RÉUNION PRÉPARATOIRE INTERSESSIONELLE POUR LA XXVIII<sup>E</sup>  
RÉUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

Siège du Secrétariat de l'AEC, Port d'Espagne, République de Trinité et Tobago

(Réunion virtuelle)

Le 18 janvier, 2023

**ACCORD NO. 15/22 POUR APPROUVER  
L'ORGANISATION DE REUNIONS EN DEHORS DE  
PORT D'ESPAGNE PENDANT LA PÉRIODE 2022-  
2023**

**ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAIBE (AEC)**

**XI REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

**New York, New York  
21 septembre 2022**

**ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAIBE (AEC)**  
**XI REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

**New York, New York**  
**21 septembre 2022**

**Accord No. 15/22**

**POUR APPROUVER L'ORGANISATION DE REUNIONS EN DEHORS DE PORT  
D'ESPAGNE PENDANT LA PERIODE 2022-2023**

***Le Conseil des Ministres,***

***En vertu de:***

La Convention de création de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) conclue à Carthagène des Indes le 24 juillet 1994,

L'Accord ministériel 5/03, notant le Manuel de dispositions pour l'organisation de réunions en dehors de Port d'Espagne,

***Réaffirmant*** les principes et les objectifs de l'AEC établis par les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres et Membres associés, au cours du Premier et du Deuxième Sommet tenus à Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago, le 17 et 18 août 1995 et à Saint-Domingue, République dominicaine, le 16 et 17 avril 1999;

***Notant*** l'environnement mondial changeant et la nécessité pour l'organisation de continuer à s'adapter et réagir, afin d'aborder les défis qui se présentent, de fonctionner efficacement et se positionner pour tirer parti des opportunités ;

***Considérant*** les défis auxquels a été confrontée l'Association tout le long de la pandémie de la COVID-19 et la reprise de réunions en face-à-face, après la période de réunions virtuelles réalisées pour faciliter les protocoles sanitaires de la COVID-19;

***Considérant en outre*** le dilemme qui se pose aux Etats membres et Membres associés face aux défis logistiques liés à la disponibilité, la fréquence et le coût des vols pour assister aux réunions au Secrétariat de l'AEC;

***Conscient*** des défis auxquels est confronté le Secrétariat, à savoir. les défis sanitaires, budgétaires et logistiques associés, découlant de l'impact continu de la pandémie de la COVID-19;

**Conscients** du besoin d'assurer que les processus de l'organisation soient conformes aux pratiques et aux normes du secteur; et dans le but d'explorer et d'assurer l'utilisation plus efficace des ressources pour soutenir les fonctions du Secrétariat dans la réalisation des objectifs de l'organisation, au profit des peuples de la région de la Caraïbe,

**Convient de:**

- 1. Approuver** la tenue de réunions en personne dans d'autres lieux pendant la période 2022-2023 ou jusqu'à ce que les problèmes logistiques énoncés soient suffisamment résolus, conformément aux règles établies dans l'Accord ministériel 5/03;
- 2. Donner les instructions** au Secrétariat de commencer la mise en œuvre des actions recommandées.

## **ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE (AEC)**

### **XI REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES**

**New York, New York  
21 septembre 2022**

Le Secrétariat de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) est chargé, conformément à l'article XV de la Convention créant l'AEC, des fonctions « qui lui sont assignées par le Conseil des Ministres », y compris de préparer les « **Réunions du Conseil des Ministres et des Comités Spéciaux de l'Association, ainsi que de prendre les mesures appropriées sur les décisions émanant de ces réunions ;** »(XV (e)).

À cet égard, les règlements de l'AEC prévoient des réunions statutaires de l'Organisation telles qu'elles figurent dans l'Accord ministériel 6/19 qui approuvait le calendrier annuel des réunions. L'AEC accueille également des réunions ad hoc et techniques dans le cadre de l'exécution de ses fonctions. Le règlement de l'Organisation prévoit également la réalisation de ses réunions. En ce qui concerne celles des Comités Spéciaux et des groupes de travail de l'AEC, l'Article 1 de l'Accord Ministériel 5/03 qui contient les *termes de référence* pour *l'organisation des réunions tenues en dehors de Port of Spain* prévoit que le *"siège des réunions des Comités ou des groupes de travail (dénommées ci-après les réunions) de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) est le siège du Secrétariat de l'AEC (ci-après dénommé le Secrétariat), cependant, les États membres et les membres Associés peuvent convenir de tenir ces réunions en un lieu distinct."*

En ce qui concerne les réunions du Conseil des Ministres, l'article 10 de l'Accord ministériel 9/95 stipule que *"sauf si le Conseil des Ministres en décide autrement, toutes ses réunions et conférences se tiendront au siège de l'Association"*.

Les réunions de l'AEC sont virtuelles depuis deux ans pour se conformer aux normes sanitaires et de sécurité au travail établies par le gouvernement de Trinité-et-Tobago et assurer la continuité du travail en pleine pandémie de COVID 19. L'Organisation a eu recours par le passé à des réunions virtuelles en utilisant Skype dans un premier temps et plus tard le système Polycom pour faciliter les visioconférences, puis elle est passée à Cisco Webex et Zoom. L'Annexe I jointe au présent document décrit le contexte de l'application de ces solutions au Secrétariat. À ce jour, aucun système n'a fourni de solution transparente pleinement efficace. Les solutions actuellement utilisées, Cisco Webex et Zoom, ont contribué à faciliter les réunions virtuelles mais des problèmes persistent, dont les suivants :

- Mauvaise connexion Internet
- Problèmes avec le système audio et la possibilité pour les participants d'entendre les débats
- Incapacité des participants à manœuvrer les plates-formes
- Problèmes d'enregistrement audio dans une seule langue

- Communication ouverte avec le président et les délégués
- Problèmes en ce qui concerne la participation des pays
- Partage de documents

**Le coût de l'organisation de réunions virtuelles est estimé à :**

- Frais d'interprétation (par jour) : 2 600,00 USD
- Équipement et services audio (par jour) : 900,00 USD

**Coût total : 4.000,00 US\$**

Dans un cas, cela a eu pour conséquence l'annulation de la réunion. Les réunions ordinaires du Conseil des Ministres ont toujours été présentiellles avant 2020 et se sont tenues sous le patronage du Président en exercice, sauf s'il en avait été convenu autrement, et donc en dehors du siège. D'autres réunions telles que les réunions intersessions et les réunions budgétaires ont eu lieu sous une forme présentielle dans le pays siège ainsi qu'à l'extérieur sous réserve de l'approbation des États membres. Ces réunions ont eu lieu au Secrétariat en de rares occasions, mais dans la majorité des cas elles se sont tenues hors site, le Secrétariat en assumant le coût, en raison des contraintes d'espace au Secrétariat.

Alors que le monde cherche à reprendre certaines activités sous une forme présentielle après la pandémie, l'AEC a elle aussi cherché à en revenir à ce type de réunions en adoptant dans un premier temps un système de réunions hybrides. Bien que l'Organisation ait rempli ses obligations au cours des deux dernières années grâce aux réunions virtuelles, cela n'a pas été sans problèmes importants.

Pour le retour aux réunions présentiellles, on a pris en compte des facteurs tels que l'hébergement, la santé et la sécurité, l'espace requis, la logistique et le budget.

*Hébergement*

Avant la COVID-19, la capacité de la salle de conférence de l'AEC était de **22 personnes (4 personnes à la table principale, à savoir le Président, les 2 Vice-présidents et le Secrétaire général, le Rapporteur étant assis à droite à la table principale)**. Les autres délégués des pays étaient assis par ordre alphabétique sur les côtés gauche et droit de la table. À la périphérie de la salle avec un espace d'environ 18 pouces pour le déplacement des personnes et du personnel étaient assis les autres membres des délégations des pays. Cette capacité ne permettait pas d'accueillir l'ensemble des 25 Membres et 10 Associés ainsi que les 6 Observateurs Fondateurs qui devaient être assis à la table si tous s'étaient inscrits à une réunion à un moment donné. Il convient de noter que le format de la plupart des réunions est **1+2 par pays**. L'AEC réserve donc un lieu extérieur pour les réunions lorsqu'elles dépassent la capacité de 44 personnes au Secrétariat.

En raison de l'espace requis pour la tenue des réunions après la COVID-19, le Secrétariat ne pourra pas organiser de grandes réunions puisque la capacité disponible est désormais **de 2 personnes à la table principale** (le Président d'une réunion particulière et le Secrétaire

général), **5 délégués de part et d'autre de la table soit 10 au total**. Cela se traduit par une capacité de **12 personnes** à la table principale et de **12 personnes sur le pourtour de la salle**

### *Santé*

Un autre facteur important pour la reprise des réunions présentiels est la nécessité de tenir compte des exigences en matière de santé et de sécurité qui restent une priorité car le COVID 19 et ses mutations demeurent un sujet de préoccupation. Par conséquent, certains des protocoles connexes doivent être respectés et il faut en particulier tenir compte de la distanciation sociale. Avec une capacité déjà limitée, cela augmente le défi pour le Secrétariat qui n'est pas en mesure de répondre à ces exigences. Une alternative doit donc être envisagée.

### *Logistique*

En ce qui concerne la logistique, on tient compte du fait que la fréquence des vols vers Trinité est limitée pour certains Membres et que leur coût est également assez élevé par rapport à la fréquence et au coût.

### *Budget*

Comme on l'a signalé auparavant, le Secrétariat, accueille les réunions du Conseil des Ministres dans un lieu hors site lorsqu'elles ont lieu à Trinité-et-Tobago. En ce qui concerne l'éventualité de la tenue de réunions dans une autre juridiction, on peut utiliser une installation gouvernementale à un coût très réduit pour l'Organisation, en gardant à l'esprit qu'en application de l'Accord ministériel 5/03, c'est le pays hôte qui amortit les frais de la réunion, le Secrétariat étant responsable des frais de voyage de sa délégation. Les coûts approximatifs des réunions de l'AEC sont indiqués ci-dessous.

### **Coût des réunions présentiels à Trinité-et-Tobago (hors Secrétariat)**

À cet égard, il faudrait un lieu extérieur pour la réalisation d'événements dépassant la capacité mentionnée ci-dessus et le coût en serait d'environ **12.100,00 USD, détaillé comme suit :**

- Lieu/Pauses/Repas : 5 500,00 USD
- Frais d'interprétation (par jour) : 2 600,00 USD
- Équipement et services audio (par jour) : 4 000,00 USD
- **Coût total : 12 100,00 USD**

**Le coût de réunions présentiels en dehors de Trinité-et-Tobago est le suivant :**

Délégation composée de 3 personnes pendant cinq jours pour l'accueil de quatre réunions :  
le coût serait d'environ **8 040,00 USD**

- Vol : 1 300 USD x 3 = 3 900 USD
- Indemnités journalières: 1 380,00 USD X 3 = 4 140,00 USD
- **Coût total : 8 040,00 USD <sup>1</sup>**

À la lumière de ce qui précède, le Secrétariat souhaite proposer que l'on envisage d'organiser les réunions présentielle du Conseil des Ministres pendant la période 2022-2023 dans un autre lieu, qui peut prendre en charge des dispositifs plus réalisables en ce qui concerne les frais d'hébergement et de réunion, tout en supprimant les problèmes rencontrés lors de l'utilisation de plateformes technologiques pour faciliter les réunions virtuelles.

## **Annexe I**

---

<sup>1</sup> Veuillez noter que si l'AEC couvre les dépenses telles que le lieu de réunion, les services d'interprétation et l'équipement ainsi que les rafraîchissements et les repas pour les réunions tenues à l'extérieur de Trinité-et-Tobago, **le coût augmentera d'environ 15 000,00 USD par jour.**



## **ORGANISATION DES RÉUNIONS DE L'AEC**

### **PAR VISIOCONFERENCE AU SECRETARIAT DE L'AEC**

L'Association des États de la Caraïbe (AEC) a commencé à recourir activement à la visioconférence et aux conférences Web en 2008 sous la direction du Secrétaire général de l'époque, M. Luis Andrade Falla. On a utilisé dans un premier temps les solutions Skype et GoToMeetings, Skype étant la plate-forme prédominante et la solution utilisée pour intégrer les conférences téléphoniques et les appels vidéo. Au cours de cette période, Skype a été utilisé comme moyen de connexion pour des réunions internes et, dans de très rares cas, pour connecter une personne des États membres à un segment spécifique d'une réunion officielle. La chronologie est la suivante :

- **7 avril 2008**

Compte Skype de l'AEC activé et réservé à l'usage exclusif du Secrétaire général

- **8 août 2008**

La proposition initiale de services de visioconférence a été faite par le Secrétaire général de l'époque, M. Luis Andrade Falla, à intégrer pour être utilisés pour les activités opérationnelles.

- **11 janvier 2010**

Utilisation de Skype pour la participation de la délégation de l'AEC à la XV Réunion du Conseil des Ministres en Colombie. En raison de plusieurs problèmes techniques et de connectivité, la participation n'a pas pu se faire de manière satisfaisante. D'autres tentatives ont été faites en février et juin 2010 avec les mêmes résultats et on a interrompu l'utilisation de Skype pour les grandes réunions, la limitant aux petites réunions n'exigeant pas d'interprétation.

- **Avril 2012**

A la XXXVI Réunion du Bureau exécutif du Conseil des Ministres (30 avril 2012), un État membre a indiqué que l'une des principales raisons pour lesquelles certains États membres étaient absents de la réunion était due à des contraintes budgétaires et a suggéré d'introduire la téléconférence et la visioconférence pour encourager la participation aux réunions.

- **1 octobre 2012**

Une enquête a été envoyée aux États membres pour déterminer la capacité technique en matière de visioconférence dans leurs pays respectifs.

## **2015**

Le système de visioconférence - Polycom - a été introduit comme système officiel utilisé par le Secrétariat de l'AEC pour les réunions officielles. Il convient de noter que ce système ne permettait l'utilisation que d'une seule langue à un moment donné. Le service de visioconférence était offert aux membres selon le principe du premier arrivé, premier servi, la langue utilisée dépendant du premier délégué demandant ce service.

Cela signifiait que les délégués entrant dans la salle virtuelle après ce premier délégué devaient écouter les débats de la réunion dans la langue prédéterminée. Il y avait aussi un problème de connexion qui empêchait les délégués d'entendre certaines parties des réunions ou de participer si besoin était. Il y avait donc des problèmes de pleine participation et de qualité des réunions pour des segments déterminants, les délégués n'étant plus connectés. Si certains pouvaient rétablir la connexion, d'autres n'avaient pas cette chance. Cela influait sur le quorum et par conséquent sur la prise de décisions.

## **2020 jusqu'à présent**

Cisco Webex et Zoom ont été utilisés au départ. Par la suite, vu l'incapacité de certains membres à accéder à Zoom, on a utilisé exclusivement Cisco Webex .

\*\*\*